

De la crédibilité de la dissuasion nucléaire française

Jean-Louis Lozier | Contre-amiral. Chef de la Division Forces nucléaires, État-major des Armées.

La réflexion qui suit se place dans le sillage des conférences sur la dissuasion faites dans le cadre de la chaire « Grands enjeux stratégiques », en particulier celles réalisées par Louis Gautier et W. Pal Sidhu. Elle vise à fournir un éclairage sur certains des éléments nécessaires pour assurer la crédibilité de la dissuasion nucléaire française au XXI^e siècle. Sans rechercher l'exhaustivité, elle veut mettre en exergue les plus pertinents d'entre eux.

Un invariant : la volonté politique

Il faut d'abord rappeler un invariant : la dissuasion nucléaire, au XX^e comme au XXI^e siècle, est le résultat psychologique de la menace crédible d'emploi de l'arme nucléaire visant à empêcher une agression contre les intérêts vitaux ou l'intensification d'une agression.

Comme toute stratégie, c'est donc d'abord d'une dialectique des volontés dont il s'agit, et elle repose en premier lieu sur la crédibilité politique de celui qui cherche à dissuader l'agresseur. Ce qui est nouveau au XXI^e siècle par rapport à la période de la guerre froide, c'est que cette dialectique des volontés ne s'exprime plus dans le cadre d'un affrontement Est-Ouest mais dans celui d'un cadre multipolaire comprenant aujourd'hui neuf puissances nucléaires, plus quelques autres puissances qui entretiennent des programmes clandestins d'armes chimiques ou bactériologiques.

Toute la difficulté au XXI^e siècle est de savoir entretenir la dialectique dissuasive, en particulier vis-à-vis des États qui, comme l'indiquait W. Pal Sidhu, remettent en cause l'ordre nucléaire établi, non pour chercher à le rejoindre, mais principalement pour le perturber, la Corée du Nord en étant l'exemple type.

Dans ces conditions nouvelles, et afin d'entretenir le cas échéant cette dialectique dissuasive, deux points doivent être pris en considération.

Premièrement, la réflexion à mener relative au lien pouvant exister entre toute décision à caractère stratégique pour laquelle il n'y a pas, en première approche, de dimension nucléaire, et la crédibilité politique de la dissuasion. Dans un monde dans lequel existent de multiples antagonismes ou

conflits larvés, une décision prise par un acteur au sujet de l'un d'eux peut influencer la perception des acteurs d'un autre antagonisme. Le cas d'espèce type est celui de la crise syrienne de fin août 2013 : on ne peut en effet que constater comment, à partir du soutien à une révolution arabe et de la définition imprudente de lignes rouges, on en est arrivé à une perception de perte de crédibilité occidentale pour de nombreux États non impliqués dans ce conflit.

Deuxièmement, il semble nécessaire de bien revoir les mécanismes permettant de manifester à un agresseur potentiel sa propre détermination politique. Pour ce faire, il faut bien connaître la psychologie de son adversaire ; c'était évidemment plus simple du temps de la guerre froide, avec un seul adversaire potentiel, qu'au XXI^e siècle avec la multiplicité des acteurs. Il faut ensuite disposer des moyens permettant de démontrer sa détermination. La permanence à la mer des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) est un des moyens permettant de démontrer la permanence de cette volonté politique. En cas de crise, il faut également disposer d'une panoplie de moyens permettant, de façon graduelle, de marquer sa détermination, en évitant pour autant une montée trop rapide vers des extrêmes. D'où le besoin de disposer de forces conventionnelles crédibles, permettant si besoin, de marquer cette volonté (les mesures de réassurance prises envers nos alliés d'Europe orientale, avec notamment le déploiement d'aéronefs en Pologne ou Roumanie en fournissent un exemple). Mais il faut également être en mesure de montrer une détermination occasionnelle avec des moyens nucléaires. Pour la France, c'est un des nombreux intérêts de disposer d'une composante nucléaire aéroportée, qui possède un fort pouvoir de démonstrativité (comme l'ont illustré les Américains lors de la crise nord-coréenne de février 2013 avec le vol d'un bombardier *B2* depuis sa base aux États-Unis jusqu'en Corée) et qui, grâce au caractère dual de ses moyens, permet la gradation des mesures.

Nouveaux éléments de crédibilité opérationnelle et technique

Après avoir abordé la crédibilité politique, passons au volet de la crédibilité opérationnelle. Au XXI^e siècle comme au XX^e siècle, elle revêt toujours la même importance. Elle s'exprime cependant dans des termes différents. Si les notions de lancement sur alerte ou d'armes ciblées sont devenues désuètes (les États-Unis viennent de réduire l'importance du lancement sur alerte de leurs *ICBM*, *InterContinental Ballistic Missile* ; rappelons également que nous n'avons plus d'armes ciblées depuis le démantèlement des missiles du plateau d'Albion), la dissuasion repose toujours sur la capacité à produire des dommages inacceptables chez l'agresseur.

Deux implications dérivent de cette nécessité.

La première, c'est d'être toujours en mesure, pour les armes nucléaires, de gagner le duel face aux défenses adverses. Cet impératif n'est certes pas nouveau, il avait déjà été abordé par Bernard Brodie en 1946 dans *The*

Absolute Weapon, et avait été au cœur des débats sur la limitation des armements stratégiques au début des années 1970. D'un point de vue technique, l'enjeu est aujourd'hui de toujours pouvoir faire face à des défenses antimissiles nucléaires (la défense de Moscou reste constituée par des intercepteurs nucléaires), mais aussi de pouvoir faire face à des intercepteurs non-nucléaires, voie que veulent suivre un certain nombre de pays à la suite des États-Unis. De là découle la nécessité pour la France d'être en mesure de faire évoluer ses systèmes d'armes pour avoir en permanence un temps d'avance sur les défenses potentiellement opposables.

La seconde est de pouvoir assurer, en termes de frappes, une réponse adaptée. Si durant la guerre froide, dans le cadre d'une stratégie du faible au fort, l'ensemble des moyens nucléaires aurait pu être engagé en riposte, il n'en est plus forcément de même aujourd'hui, en particulier face aux nouvelles menaces prises en compte. Pour reprendre les propos du président Chirac en 2006, face à ces menaces, « le choix ne saurait être entre l'anéantissement et l'inaction ». Il y a donc nécessité de disposer de plusieurs options de frappes potentielles, afin de maintenir crédible cette menace de riposte en cas d'agression. C'est bien un des arguments qui justifie l'existence de deux composantes aux caractéristiques opérationnelles et techniques complémentaires qui permettent de proposer plusieurs options de planification au président de la République.

Dans le domaine de la crédibilité technique et scientifique, qui comprend de nombreux aspects, le seul point développé ici est celui de la simulation. La dissuasion du XXI^e siècle se distingue de celle du siècle précédent par le fait qu'il n'y aura plus d'essai nucléaire. Cette affirmation s'applique tout particulièrement à la France, qui a ratifié le Traité d'interdiction complète des essais (TICE), comme l'ont fait le Royaume-Uni et la Russie, et surtout qui a démantelé son site d'essai du Pacifique. Ce point revêt une importance particulière, car les autres États dotés, à l'exclusion du Royaume-Uni, conservent tous en état de fonctionnement leurs anciens sites d'essais, sans parler d'autres États nucléaires de fait, qui entretiennent également leurs sites, voire l'utilisent comme la Corée du Nord. La France a donc l'obligation de réussir son programme de simulation, reposant sur les trois piliers que sont la simulation numérique, les expériences hydrodynamiques qui seront réalisées dans l'installation *Epure*, construite conjointement par les Français et les Britanniques, et enfin le Laser mégajoule. La maîtrise de ces techniques est bien un enjeu de supériorité stratégique pour la France et il faut rendre hommage au travail des équipes scientifiques du CEA qui sont en pointe mondiale sur ces sujets.

*

**

Loin d'être figées, les conditions de la crédibilité de la dissuasion ont donc évolué depuis la naissance des forces nucléaires françaises il y a cinquante ans. Le dispositif nucléaire français s'est adapté à ces évolutions et nous entretenons aujourd'hui un outil cohérent, optimisé et crédible.